

Dans ce numéro

■ A l'ordre du jour

L'UA tarde à respecter son engagement d'organiser un dialogue national pour la réconciliation en **Libye**.

Les réponses non militaires comme les **projets de déradicalisation et de réinsertion** des ex-militants sont cruciales dans la lutte contre Boko Haram.

■ Analyse de situation

En **République du Congo**, le parti au pouvoir a remporté les élections législatives du mois dernier dans un contexte de violences et de contestations.

■ Vues d'Addis

Quel sera l'impact de **la réforme de l'UA** sur la paix et la sécurité en Afrique ?

■ Entretien avec le Rapport sur le CPS

Le chef de la MINUAD, **Kingsley Mamabolo**, explique au *Rapport sur le CPS* qu'une paix durable ne pourra émerger au Darfour que si l'on s'attaque aux causes profondes du conflit.



Rapport sur le Conseil de paix et de sécurité

“ « En Libye, L'UA devrait profiter autant que possible de sa neutralité. »

Page 5

“ « Le président a nié l'existence de la crise politique actuelle. »

Page 10

“ « La menace d'un regain de violence n'est pas à exclure au Darfour. »

Page 18



À l'ordre du jour

Quelle place pour l'UA dans le processus de paix libyen ?

En juillet dernier, lors de son 29^e sommet qui s'est déroulé à Addis Abeba, l'Union africaine (UA) a choisi d'intensifier ses efforts dans la recherche d'un accord de paix en Libye. Cette décision a été prise alors même que certains acteurs internationaux comme la France mettaient l'UA à l'écart de ce dossier. Afin de convoquer toutes les parties prenantes pour un dialogue national, l'UA doit rapidement mettre en place des équipes à même d'apporter un soutien technique et analytique, et lever des fonds suffisants pour faire face aux turpitudes inhérentes aux négociations de paix dans un contexte politique complexe.

Le 25 juillet 2017, la France est parvenue à obtenir un cessez-le-feu entre le Premier ministre Fayez al-Sarraj, soutenu par l'ONU, et l'homme fort de l'Est libyen, le général Khalifa Haftar. L'Accord de Paris est intervenu à la suite des tentatives avortées de l'Italie et de l'Égypte pour ressusciter l'Accord politique libyen signé en décembre 2015 sous les auspices des Nations unies (ONU).

L'UA tarde à respecter son engagement d'organiser un dialogue national pour la réconciliation en Libye comme convenu en juillet 2016 à l'occasion du sommet de Kigali.

La neutralité de l'UA dans les crises libyennes en ferait un médiateur fiable

Tout comme lors du conflit de 2011 qui a provoqué la chute de Mouammar Kadhafi, l'UA semble être une nouvelle fois mise à l'écart dans les efforts de médiation en cours. Un manque de coordination et une influence limitée sur le terrain empêchent l'UA de jouer le rôle de chef de file dans le processus de paix en Libye. Pourtant, sa neutralité dans les crises libyennes en ferait un médiateur fiable.

Un manque d'inclusion

À Paris, al-Sarraj et Haftar ont convenu d'observer un cessez-le-feu et d'organiser des élections dès que possible. Cet accord représente un succès pour le nouveau président français, Emmanuel Macron, qui s'était engagé à faire de la Libye une priorité lors de sa campagne électorale. Il est essentiel de pacifier la Libye pour freiner les flux migratoires et s'attaquer aux menaces terroristes dans la région.

Président actuel du CPS

S.E.M. Rachid Benlounes

Ambassadeur de l'Algérie en Ethiopie et Représentant permanent auprès de l'UA et de l'UNECA

Les membres actuels du CPS sont

l'Afrique du Sud, l'Algérie, le Botswana, le Burundi, l'Égypte, le Kenya, le Niger, le Nigeria, l'Ouganda, la République du Congo, le Rwanda, la Sierra Leone, le Tchad, le Togo et la Zambie.

Cependant, les vives tensions politiques qui déstabilisent la Libye seront un test pour la viabilité de l'accord signé en France par ces deux leaders. Alors qu'elle est censée s'inscrire dans le cadre d'un processus de paix plus large mené par le représentant spécial et chef de la Mission d'appui des Nations unies en Libye, Ghassan Salamé, l'initiative française a omis de consulter et d'inclure de puissants acteurs locaux en mesure d'en faire échouer la mise en œuvre.

Le gouvernement auto-déclaré de Khalifa Ghwell à Tripoli, le Parlement de Tobrouk et d'autres chefs de guerre d'envergure ont notamment été écartés de l'accord. Le processus de médiation ayant conduit à la signature de l'accord politique de décembre 2015 pêchait également par manque d'inclusion.

Il est essentiel de pacifier la Libye pour freiner les flux migratoires et s'attaquer aux menaces terroristes dans la région

La plupart des acteurs libyens reconnaissent que l'accord politique obtenu grâce au concours de l'ancien représentant spécial de l'ONU pour la Libye, Martin Kobler, a été signé à la hâte, au détriment de sa viabilité. Les lacunes de l'accord ont éclaté au grand jour lors de consultations approfondies menées par le Comité de haut niveau de l'UA sur la Libye dirigé par Denis Sassou-Nguesso, le président de la République du Congo. Selon un document qui résume les discussions et auquel le *Rapport sur le CPS* a pu avoir accès, les parties prenantes libyennes auraient condamné « la hâte avec laquelle M. Martin Kobler a géré le processus de négociation et la signature de l'accord politique, sans égard pour le délai demandé afin de rendre ce texte plus inclusif ».

L'absence de leaders tribaux et religieux lors des négociations officielles

Le processus de paix libyen n'est pas sans rappeler la situation en Somalie au début des années 1990 alors que de nombreux acteurs locaux, tels que les leaders tribaux et religieux, étaient écartés des discussions.

L'attention des acteurs internationaux en Libye est dirigée principalement sur les polémiques concernant la direction politique du pays. Le processus marginalise les leaders tribaux qui gouvernent, d'une manière ou d'une autre, environ 70 % du territoire national. Certains de ces chefs tribaux et religieux se sont coalisés sous la bannière du Mouvement national pour la Libye (MNL) afin de promouvoir la nécessité de signer des cessez-le-feu et d'entreprendre un processus de réconciliation entre les différentes milices.

En avril dernier, une soixantaine de chefs tribaux du Sud de la Libye ont signé un accord à Rome pour arrêter les hostilités et lutter contre les passeurs

25 juillet 2017

SIGNATURE D'UN CESSEZ-
LE-FEU À PARIS

d'immigrés clandestins. Ces leaders locaux, ainsi que les groupes issus de la société civile, ont un rôle clé à jouer dans le processus politique de paix en Libye.

Une chose est sûre : il existe un consensus entre les parties prenantes libyennes selon lequel une révision urgente de l'accord politique de 2015 est nécessaire afin d'en élargir les signataires.

L'UA est-elle en mesure de mener le processus de paix ?

Lors du 29^e sommet de l'UA, la Conférence a réaffirmé son intention de convoquer à Addis Abeba, à une date qui reste à déterminer, un dialogue national pour la réconciliation en Libye. Depuis le sommet de juillet 2016 à Kigali, l'UA a exprimé son intérêt à engager le dialogue sans avoir été en mesure de le faire. D'autres pourparlers ont néanmoins été entrepris dont les récents efforts de médiation menés par l'Italie et la France.

L'UA dispose-t-elle des capacités et de l'influence politique nécessaires pour intervenir en Libye ?

De nombreux acteurs libyens sont désireux de prendre part à des consultations menées par l'UA, l'organisation pouvant contribuer à légitimer leurs intérêts politiques

Premièrement, certains acteurs libyens, y compris al-Sarraj, regrettent les incohérences des diverses initiatives de l'UA en Libye. Le Comité de haut niveau mentionné ci-dessus, le haut représentant de l'UA pour la Libye et ancien président tanzanien Jakaya Kikwete, et le président en exercice de l'UA, le président guinéen Alpha Condé, sont critiqués pour leur manque de coordination et de motivation pour lancer ou convoquer un dialogue national regroupant les parties prenantes libyennes. Lors de son 29^e sommet, l'UA a reconnu ce problème et a annoncé la mise en place d'un mécanisme de coordination afin d'y remédier.

Deuxièmement, même si ses activités étaient harmonisées, il serait peu probable que l'UA soit en mesure d'influencer les factions belligérantes libyennes, l'organisation continentale n'étant pas un acteur de premier plan dans la guerre en Libye. Bien que son absence d'implication dans le conflit libyen joue en la faveur de l'UA, l'expérience démontre que les acteurs qui sont parvenus à amener les parties prenantes libyennes à la table des négociations sont justement ceux qui soutiennent un côté ou l'autre des belligérants. Ce constat s'applique également à l'ONU, laquelle détient une autorité incontestable et des capacités considérables pour influencer la situation en Libye.

De nombreux acteurs libyens sont désireux de prendre part à des consultations menées par l'UA, l'organisation pouvant contribuer à légitimer

70%

PART DU TERRITOIRE
LIBYEN CONTRÔLÉ PAR DES
LEADERS TRIBAUX

leurs intérêts politiques et à les faire connaître au grand public. Cependant, ils sont également conscients de l'influence limitée de l'organisation sur le terrain, notamment sur sa capacité à manier « la carotte et le bâton » nécessaires pour faire avancer les choses.

Quelles opportunités pour une médiation de l'UA ?

Malgré ces limites, l'UA devrait profiter autant que possible de la neutralité dont elle jouit en dépit du fait que certains de ses États membres comme l'Égypte ont pris parti dans le conflit. Pour ce faire, elle doit inciter certains acteurs incontournables, y compris l'ONU, à soutenir ses efforts de médiation entre les parties prenantes libyennes.

L'UA appartient au Quartet international sur la Libye, créé le 18 mars 2017, dont la tâche est de coordonner les efforts internationaux visant à promouvoir le processus politique en Libye. Les autres membres du Quartet sont l'Union européenne, la Ligue des États arabes et l'ONU. Le Quartet semble avoir remplacé le Groupe international de contact pour la Libye (GIC-L) créé par le Conseil de paix et de sécurité de l'UA le 23 septembre 2014. La dernière réunion du GIC-L date de janvier 2016.

Lors de leur deuxième réunion du 23 mai 2017, les membres du Quartet ont reconnu l'importance des consultations entreprises au début de l'année par l'UA avec les différentes parties. C'est là-dessus que l'UA doit s'appuyer pour obtenir le soutien du Quartet dans ses efforts de médiation en Libye.

Ces consultations donnent à l'organisation continentale un avantage certain

Ces consultations donnent à l'organisation continentale un avantage certain en termes de compréhension des crises libyennes et des intérêts des différentes parties prenantes. Par exemple, les consultations du Comité de haut niveau ont révélé que Sarraj était prêt à quitter le pouvoir si le processus politique l'exigeait. De son côté, M. Aguila Saleh, président du Parlement de Tobrouk, souhaite que le nombre des membres du Conseil présidentiel soit réduit de neuf à trois. Haftar souhaite,

quant à lui, le remplacement du Conseil présidentiel actuel par un Conseil d'État composé de trois membres, à savoir le président en exercice, le président du Parlement de Tobrouk et le commandant en chef de l'armée. Ce Conseil d'État serait donc dirigé par al-Sarraj, Aguila et lui-même. Bien que ces propositions ne constituent pas une solution aux crises qui secouent la Libye, elles représentent autant de points de départ pour des négociations inclusives.

Un manque de capacités

À l'occasion de son 29^e sommet, l'UA a décidé de renforcer sa représentation au sein du Quartet afin d'y inclure les représentants de son Comité de haut niveau et son haut représentant pour la Libye, Jakaya Kikwete. Cette mesure devrait permettre à l'UA de parler d'une seule voix à l'heure de promouvoir son rôle de médiateur et de défendre des solutions viables aux crises libyennes.

Afin de réaliser son ambition de convoquer un dialogue national pour la réconciliation en Libye, l'UA doit rapidement mettre en place des équipes en mesure d'apporter un soutien technique et analytique, et trouver suffisamment de ressources pour faire face aux difficultés inhérentes aux négociations de paix dans un contexte politique aussi complexe que celui de la Libye.

L'UA devrait également coordonner les efforts des pays voisins de la Libye, y compris l'Égypte, l'Algérie et le Maroc, qui sont des pays membres de la Ligue arabe à l'instar de la Libye. Ces pays ont jusqu'à présent joué des rôles importants mais divergents dans le conflit libyen.



À l'ordre du jour

Aller au-delà de l'éradication de Boko Haram

Le Conseil de paix et de sécurité (CPS) a récemment discuté de la lutte contre Boko Haram dans la région du bassin du lac Tchad. Lors de sa réunion du 19 juillet 2017, le CPS a abordé les progrès réalisés dans la lutte contre le groupe terroriste et, du 27 juillet au 1^{er} août, les membres du Conseil ont effectué une visite dans la région. En dépit des avancées réalisées dans la lutte contre Boko Haram, il est nécessaire d'accorder plus d'attention aux réponses non militaires à la menace terroriste.

Le communiqué publié à l'issue de la 702^e réunion du CPS rend hommage à la coopération entre les pays composant la Force multinationale mixte (FMM) mise en place pour contrer la menace terroriste, à savoir le Nigeria, le Cameroun, le Niger, le Tchad et le Bénin. Le document souligne également l'importance d'adopter une approche globale pour s'attaquer aux causes profondes de la crise et « à plus long terme, de compléter l'action militaire par des projets de développement ». Le CPS signale ainsi son désir d'accompagner les succès militaires de la FMM d'efforts supplémentaires dans des domaines non militaires de la lutte contre le terrorisme dans la région.

Bien que la coopération régionale concernant le volet militaire de la lutte contre Boko Haram ait considérablement augmenté au cours des dernières années, tel n'est pas le cas des autres aspects.

Le CPS signale ainsi son désir d'accompagner les succès militaires de la FMM d'efforts supplémentaires

Tchad
Cameroun
Nigeria
Niger
Bénin

MEMBRES DE LA FMM

Une scission qui complique les choses

Sur le plan militaire, la relance des relations régionales depuis l'élection du président nigérian Muhammadu Buhari a permis de renverser la tendance face à une menace qui a contrôlé jusqu'à 20 districts dans le Nord-Est du Nigeria et qui entendait poursuivre son expansion. Cette nouvelle coopération en matière de sécurité s'est manifestée par le renforcement de la FMM dans sa lutte contre Boko Haram, de concert avec d'autres initiatives au niveau national.

Les succès sont évidents, bien que loin d'être uniformes ou complets. En dépit du fait que la zone d'opérations de Boko Haram ait diminué et que sa capacité à perpétrer des violences à grande échelle ait été réduite, la scission du groupe en deux factions opérant selon des méthodes différentes complique les interventions. En outre, le niveau de violence a augmenté cette

année pendant le Ramadan. Il se maintient depuis grâce aux attentats suicides perpétrés régulièrement, le groupe s'étant adapté pour exploiter les failles sécuritaires. Il a récemment lancé deux attaques majeures contre des convois protégés qui se déplaçaient dans des zones rurales. Ces attaques symbolisent la menace permanente que représente Boko Haram et mettent en évidence la capacité du groupe à adapter ses tactiques au contexte.

Une grande partie de ces violences se limite néanmoins au Nord-Est du Nigeria et juste de l'autre côté de la frontière, au Nord du Cameroun, et la tendance générale est à l'amélioration de la sécurité dans la région. Des progrès significatifs ont été réalisés, la coopération illustrée par la FMM jouant en ce sens, un rôle majeur. Bien que principalement impulsée par les États de la région, l'UA soutient la FMM dans son entreprise et devrait désormais envisager d'accroître ses efforts.

Prévenir et contrer l'extrémisme violent

Cette initiative régionale pourrait être étendue en portant une attention plus marquée sur les réponses non militaires au terrorisme, comme la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent (connus sous son acronyme anglais, CVE). Ces réponses incluent toute une panoplie d'initiatives, du simple programme ciblé d'aide économique aux stratégies de lutte active contre la diffusion de messages terroristes. A l'heure actuelle, au vu de la récente vague de redditions volontaires qui a touché Boko Haram, un aspect bien particulier sur lequel il serait intéressant de s'attarder est la déradicalisation et la réinsertion des anciens militants.

À bien des égards, il est utile de considérer le bassin du lac Tchad comme une entité géographique unique, et non comme un ensemble disparate étalé sur quatre pays distincts. Les liens qui unissent la région sont plus forts que les frontières qui la divisent. Ils sont d'ordre démographique, environnemental, commercial et migratoire. En outre, chacune des quatre régions est une entité périphérique de son propre pays, ce qui explique pourquoi elles ont tendance à se tourner l'une vers l'autre plutôt qu'à rechercher l'attention de leur capitale respective.

Le meilleur argument en faveur d'une approche régionale pour contrer l'extrémisme réside peut-être dans le fait que Boko Haram considère cette zone de manière similaire. En effet, le groupe opère et recrute dans tout le bassin du lac Tchad sans égard pour les frontières qui datent de l'époque coloniale et qui ont abouti à la création d'États-nations auxquels il est si farouchement opposé.

Il est utile de considérer le bassin du lac Tchad comme une entité géographique unique

Jusqu'à présent, ce genre d'initiatives non militaires a surtout été mené à l'échelle nationale. Il y a quelques années seulement, il en était de même pour les efforts entrepris dans le domaine de la sécurité. Ces efforts se caractérisaient par leur discordance, ce dont profitait Boko Haram.

Le Nigeria et le Niger, les deux pays les plus actifs en termes d'initiatives non militaires

Les importantes variations d'un pays à l'autre dans le niveau d'action et de mise en œuvre des initiatives complexifient encore la situation. C'est le Nigeria, berceau de Boko Haram et épiscentre de la crise, qui a élaboré la législation la plus complète. Un Plan d'action national de lutte contre l'extrémisme violent a d'ailleurs récemment été adopté.

Le gouvernement nigérian a également pris des mesures spécifiques en faveur de la déradicalisation et de la réinsertion, l'un des défis les plus pressants auxquels la région est confrontée. Malgré certaines lacunes, l'opération *Safe Corridor* offre aux militants ayant quitté le groupe une aide à la déradicalisation et leur propose une formation professionnelle, dans le but d'une éventuelle réintégration.

Bien que ne disposant pas d'une législation similaire, le Niger est probablement le pays qui met en place les programmes les plus expérimentaux dans le traitement des anciens militants. Un programme de déradicalisation, couplé à une amnistie, est actuellement mis en œuvre. Les anciens militants sont regroupés dans des camps

de transit plutôt que détenus dans des prisons. Ils y suivent des cours de déradicalisation ainsi que des formations professionnelles similaires à celles proposées par l'opération *Safe Corridor*, afin de faciliter leur réinsertion sociale.

Le Cameroun et le Tchad sont quant à eux moins actifs en termes d'initiatives non militaires, et peu de projets de démobilisation d'anciens militants ont été élaborés.

Ces efforts balbutiants manquent de cohésion. Une meilleure collaboration pourrait mener à un plan de lutte contre l'extrémisme plus précis dans la région et permettrait de maintenir une certaine pression à l'heure de sa mise en œuvre.

Stephanie Wolters, responsable du Programme de recherche paix et sécurité de l'Institut d'études de sécurité (ISS) à Pretoria, affirme qu'une approche coordonnée « donnerait un nouvel élan aux efforts entrepris, assurerait que les meilleures pratiques sont mises en œuvre et faciliterait les échanges d'informations entre les pays ».

Une approche coordonnée assurerait la mise en œuvre des meilleures pratiques

Les divergences dans les efforts de déradicalisation et de réinsertion illustrent bien les problèmes qui découlent de l'absence d'approche commune dans ce domaine. « Les combattants de Boko Haram exploitent ces différences, en particulier en ce qui concerne les aspects punitifs » des initiatives, explique Mme Wolters. Certains militants peuvent ainsi se déplacer d'un pays à l'autre au gré de leur perception de la générosité des programmes de démobilisation des différents pays.

Prendre en compte les réalités locales

Dans le même temps, toute approche régionale devrait également prendre en compte les réalités locales et devrait trouver un juste équilibre entre cohésion régionale et pertinence locale. Par exemple, les modes de recrutement de Boko Haram changent d'une zone à l'autre sur l'ensemble du bassin du lac Tchad, selon les expériences des communautés locales qui, elles aussi, varient considérablement.

L'une des principales critiques de l'opération *Safe Corridor* est le manque d'implication des communautés dans le volet réintégration. Une d'entre elles exigeait par exemple un délai de dix ans entre l'abandon des armes par les militants et leur retour chez eux. Compte tenu de la localisation des violences dans le Nord-Est du Nigéria, il est possible que le niveau de rancœur diverge d'une zone à l'autre, d'où la nécessité d'une certaine flexibilité.

En ce sens, l'objectif n'est pas d'instaurer une approche universelle dans les programmes CVE, mais plutôt d'élaborer une stratégie régionale à même de clarifier les choses. Cette stratégie régionale pourra par la suite être mise en œuvre en prenant en compte les réalités locales.

Compte tenu de la présence de la FMM, du rôle qu'elle est déjà contrainte d'assumer dans le traitement des anciens militants qui se rendent à ses contingents et de l'appui apporté à la mission par la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT), il est peu probable que de nouvelles institutions doivent être créées pour soutenir ces efforts. Le renforcement de la coordination régionale dans le domaine de la CVE pourrait s'effectuer par le biais des instruments existants, avec le soutien de l'UA.

La menace sécuritaire que représente Boko Haram a engendré une coopération militaire accrue, mais les pays du bassin du lac Tchad doivent mieux coordonner leur action pour prévenir l'extrémisme violent. Il est possible que Boko Haram finisse par être vaincu sur le plan militaire, mais son idéologie extrémiste pourrait survivre à une telle défaite. D'autres groupes, voire des éléments résiduels de Boko Haram, seraient susceptibles de reprendre la lutte.

Alors que Boko Haram poursuit son déclin lent et irrégulier, il est temps pour l'UA de soutenir les efforts régionaux qui visent à contrer l'extrémisme violent dans le bassin du lac Tchad.

Ce texte est une version mise à jour d'un article publié le 27 juin 2017 sur le site Internet du Rapport sur le CPS (<https://issafrica.org/pscreport/on-the-agenda/au-summit-29-eradicating-more-than-just-boko-haram>)

Analyse de situation

Les élections législatives au Congo ne sont pas parvenues à apaiser la tempête politique



En République du Congo, les premier et deuxième tours des élections législatives se sont déroulés respectivement les 16 et 30 juillet 2017. Dans un contexte marqué par le boycott de l'opposition et des violences localisées, le Parti congolais du travail (PCT) a gagné 91 des 151 sièges en lice, tandis que l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (UPADS) et l'Union des démocrates humanistes (UDH-Yuki) en ont chacun remporté huit.

Les résultats préliminaires des élections législatives de juillet ont été confirmés par le gouvernement congolais, malgré le fait que le scrutin ait été empêché sur une grande partie du département du Pool pour cause de violences. Aucun chiffre n'a été publié concernant le taux de participation au vote.

La détention de responsables de partis d'opposition a incité certains tenants d'une ligne dure à boycotter les élections. Ce boycott avait pour objectif la délégitimation du processus électoral à un moment où celui-ci devait justement gagner en crédibilité. Lors de l'annonce des résultats, le ministre de l'Intérieur, de la Décentralisation et du Développement local, Zéphirin Mboulou, a passé sous silence le taux de participation. Cette omission confirme la faible participation électorale, laquelle permet au PCT de remporter les élections législatives sans pour autant parvenir à résoudre la crise politique en cours.

Le boycott de certains tenants d'une ligne dure a contribué à délégitimer le processus électoral à un moment où celui-ci devait justement gagner en crédibilité

Dans cinq des 12 départements du pays, les deux tours du scrutin ont été entachés par des perturbations. Les mises en garde sur le risque de propagation de violences électorales ont ainsi été confirmées, les candidats ayant mobilisé leurs appuis locaux pour tenter de remporter un siège au Parlement.

Parmi les candidats victorieux, la famille du président Denis Sassou Nguesso est très bien représentée. Le fils du président, Denis-Christel Sassou Nguesso, a été élu à Oyo avec 99 % des voix. Ses sœurs Claudia et Stella Mensah l'ont, quant à elles, remporté respectivement à Talangai 5 et Kintele.

30 juillet
2017

2^E TOUR DES ÉLECTIONS
LÉGISLATIVES

Des élections sénatoriales à venir

Un chapitre électoral se ferme et un autre s'ouvre puisque les Congolais seront de nouveau appelés aux urnes pour les élections sénatoriales du 31 août prochain.

Ni les dernières élections législatives ni les interviews accordées par le président Sassou Nguesso aux médias internationaux au cours des deux derniers mois n'ont contribué à apaiser l'angoisse qui sourd à travers le pays. Dans une première entrevue, Sassou Nguesso a nié l'existence de la crise politique actuelle. Dans une seconde, il a affirmé qu'un éventuel boycott nuirait aux partis d'opposition et n'aurait pas d'incidence sur l'intégrité du processus politique.

Nourrie à la fois par la répression du gouvernement envers toute forme de contestation sociopolitique, par les dissensions entre anciens alliés de la majorité présidentielle et par les antécédents électoraux, la crise post-électorale se poursuit.

Cette situation aurait pourtant pu être évitée.

Un État à parti unique dans les faits

En 2011, la classe politique de la République du Congo s'est réunie à Ewo, dans le département de la Cuvette-Ouest, afin de jeter les bases institutionnelles et opérationnelles des élections législatives de juillet 2012. Ces discussions marquantes se sont révélées être un test de confiance entre politiciens issus de l'ensemble du spectre politique du pays, de la majorité présidentielle à l'opposition radicale. L'invitation avait également été étendue aux représentants de la société civile et des organisations religieuses.

Ces discussions marquantes se sont révélées être un test de confiance entre politiciens issus de l'ensemble du spectre politique du pays

Trois principales propositions de réforme touchant à la gouvernance électorale en sont ressorties. Premièrement, toutes les parties ont convenu de procéder à une révision des registres électoraux lors d'un processus qui inclurait des représentants de la société civile. Deuxièmement, il a été proposé de remplacer la Commission nationale d'organisation des élections par une Commission électorale nationale indépendante. Troisièmement, il a été décidé que les calendriers électoraux seraient publiés dans un délai opportun.

Cependant, les promesses d'Ewo n'ont pas débouché sur une nécessaire réforme de la gouvernance électorale. Lors des élections de juillet 2012, le Parti congolais du travail et ses alliés ont remporté plus de 100 des 136 sièges en lice. La majorité présidentielle a ainsi renforcé son emprise sur

5 régions
sur 12

TOUCHÉES PAR DES VIOLENCES

le Parlement, ce qui a mené au rétablissement de fait d'un État à parti unique.

Il n'est donc pas surprenant que certains partis d'opposition et diverses franges de la société civile aient boycotté les négociations politiques de Dolisie en 2013 en vue des élections locales, celles de Sibiti en 2015 pour préparer la réforme constitutionnelle en amont des élections présidentielles, et celles d'Ouessou en 2017 pour organiser les élections législatives et locales qui viennent de se tenir.

En conséquence, la proposition de tenir un référendum constitutionnel en 2015 n'a été acceptée que par la majorité présidentielle et ses alliés. En fixant le programme de réforme, le gouvernement a de fait marginalisé une grande partie de la classe politique et de l'opinion publique du pays. Le projet de reconfiguration des institutions étatiques s'est effectué sans leur contribution.

En fixant le programme de réforme, le gouvernement a de fait marginalisé une grande partie de la classe politique

Le référendum constitutionnel a, par la suite, provoqué des divisions au sein de la majorité présidentielle et entre le parti au pouvoir, l'opposition et la société civile. Ce que les membres de la majorité présidentielle dénomment « la nouvelle république » est donc considéré par l'opposition congolaise comme une imposture résultant d'un coup d'État institutionnel.

Ainsi, ce qui était à l'origine un important forum de négociation politique s'est transformé en une parodie de consensus et a abouti à un accroissement de la polarisation du paysage politique congolais.

Une violente opposition

C'est suite à la réforme constitutionnelle, et en contradiction avec les recommandations d'Ewo, que la date du scrutin présidentiel a été anticipée à mars 2016, afin de lancer le processus d'institutionnalisation de la nouvelle république. Ces élections ont été marquées par une recrudescence de violences, avec notamment des attaques de miliciens Ninja dans certains districts du Sud de Brazzaville.

En réponse, le gouvernement a émis un mandat d'arrêt à l'encontre du chef ninja Frédéric Bintsamou et lancé des opérations militaires pour pacifier le département du Pool. Pour l'heure, plus de 200 membres de la Force publique ont été tués dans ces opérations qui ont entraîné le déplacement de plus de 80 000 personnes à l'intérieur du pays selon des sources onusiennes. Le nombre de victimes civiles reste inconnu.

En dépit des récits de réfugiés faisant état de villages incendiés et de l'utilisation du viol comme arme de guerre, aucune aide humanitaire n'est encore parvenue aux zones touchées par le conflit. Pour ces raisons le vote n'a eu lieu que dans sept des 16 circonscriptions électorales du Pool.

Ayant surmonté l'échéance des législatives, le Congo a toujours besoin d'une stratégie globale pour rompre le cycle de la violence électorale. Celle-ci ne peut être conçue que grâce à des négociations politiques nationales inclusives entreprises avec la médiation de partenaires internationaux.



Vues d'Addis

Les options de restructuration de l'UA en vue d'améliorer la paix et la sécurité

Le processus de réforme de l'Union africaine (UA) vise à améliorer l'efficacité de l'organisation, y compris dans la prévention et la résolution des conflits sur le continent. À l'heure actuelle, la configuration des départements paix et sécurité et affaires politiques entraîne beaucoup de confusion. Trois options peuvent être envisagées : maintenir le *statu quo* en clarifiant les mandats afin d'en améliorer la cohérence ; fusionner les deux départements ; ou créer une nouvelle structure dotée de branches stratégique et opérationnelle, sur le modèle de certaines agences de développement.

À l'avenir, l'UA devrait « centrer son action sur certains domaines prioritaires : les affaires politiques, la paix et la sécurité, l'intégration économique et le rôle de l'Afrique sur la scène internationale ». Cela s'avérera possible si les réformes de l'UA proposées par le président rwandais Paul Kagamé et adoptées par les chefs d'État en janvier 2017 sont mises en œuvre.

Cependant, six mois plus tard, il n'existe aucune indication claire quant à l'impact que cette disposition cruciale du rapport Kagamé aura sur l'organisation de la Commission de l'UA (CUA), notamment en matière de paix et de sécurité.

La structure institutionnelle de la Commission est importante, car c'est cette dernière qui définit la réponse de l'UA aux conflits naissants ou en cours. L'UA éprouve des difficultés à remédier tant aux éléments déclencheurs qu'aux causes profondes des conflits en Afrique. Certains pays retombent en situation de conflit après avoir connu une période de paix (Mozambique et Burundi). Pour d'autres, aucune cessation des hostilités n'est en vue (Soudan, Somalie et Soudan du Sud).

Il est crucial de tracer une ligne entre les affaires politiques et la paix et la sécurité.

À la lumière de la complexité de ces diverses situations, une démarcation précise entre les affaires politiques et la paix et la sécurité s'avère cruciale. L'UA doit-elle principalement juguler les conflits naissants ou

Janvier 2017

ADOPTION DE LA RÉFORME DE L'UA

en cours ? Ou bien doit-elle définir une orientation politique et s'assurer du respect des principes de bonne gouvernance ? Quelles devraient être les responsabilités de chacun des départements dans ces deux domaines ?

Les avantages et inconvénients des structures actuelles

Pour l'heure, l'UA est dotée d'un Département des affaires politiques (DAP) et d'un Département paix et sécurité (DPS). Selon les statuts de la CUA, le DPS est responsable de « la prévention, la gestion et la résolution des conflits, et [de] la lutte contre le terrorisme ». Le mandat du DAP couvre quant à lui divers domaines tels que les droits de l'homme, la démocratie, la bonne gouvernance, l'observation électorale, la libre circulation des personnes, la réforme du Conseil de sécurité des Nations unies, les affaires humanitaires, les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur d'un pays.

L'observation électorale et les affaires humanitaires sont souvent synonymes de problèmes urgents

À première vue, il ne semble pas y avoir de chevauchement de responsabilités entre les deux organes puisque le mandat du DAP porte principalement sur des thématiques d'intervention alors que celui du DPS inclut surtout des tâches d'exécution. Il semble donc y avoir une complémentarité entre leurs mandats en ce que la prévention et la gestion des conflits (DPS) ne peuvent être efficaces que si certains problèmes tels que les violations des droits de l'homme et la mauvaise gouvernance électorale, qui génèrent de l'instabilité, sont pris en charge (DAP).

Dans cette perspective, le DPS fournirait des solutions à court terme face à l'instabilité alors que le DAP aborderait les problèmes de manière structurelle. Pourtant, le partage des responsabilités n'est pas aussi simple qu'il y paraît. Par exemple, l'observation électorale et les affaires humanitaires, qui sont sous la responsabilité du DAP, constituent souvent des

urgences requérant des réponses à court terme. À l'inverse, la reconstruction et le développement postconflit (RDPC) et le Programme frontière de l'UA, dont le DPS est responsable, relèvent plutôt des problématiques « structurelles ».

La nécessité d'une approche globale

Beaucoup estiment que la distinction faite entre la paix et la sécurité et les affaires politiques est artificielle et qu'elle limite la capacité de l'UA à fournir une réponse globale et efficace à l'instabilité. Cette vision reflète une perception largement répandue selon laquelle la collaboration entre les deux départements mériterait d'être renforcée.

Malgré les initiatives visant à renforcer les liens institutionnels, telles que la création de groupes de travail interdépartementaux sur la prévention des conflits ou la RDPC, la qualité de la collaboration entre les deux départements dépend en grande partie des relations personnelles entre leurs responsables.

Outre cet aspect, force est de constater que l'amélioration globale des synergies entre les départements n'a fait l'objet que d'une réflexion limitée et que la collaboration se limite pour l'heure à quelques rares domaines tels que l'observation électorale. Par exemple, les liens entre l'Architecture de gouvernance africaine (DAP) et l'Architecture africaine de paix et de sécurité (DPS) n'ont toujours pas été définis, même si la plupart des parties prenantes de l'UA considèrent cette tâche comme nécessaire.

La distinction entre affaires politiques et paix et sécurité : l'exception plus que la règle

La question se pose donc : cette division que plusieurs qualifient d'artificielle doit-elle être maintenue ?

À l'échelle du continent, la CUA fait figure d'exception à cet égard. Dans la plupart des communautés économiques régionales (CER), la paix et la sécurité et les affaires politiques relèvent d'un seul et même département.

Le tableau suivant montre qu'aucune des CER ne fait une telle distinction.

Organisation	Départements	Divisions
CEDEAO	Affaires politiques et paix et sécurité	<ul style="list-style-type: none"> • Alerte précoce • Affaires politiques • Maintien de la paix et de la sécurité régionales
CEEAC	Intégration humaine, paix, sécurité et stabilité	<ul style="list-style-type: none"> • Élections et bonne gouvernance • Justice et droits de l'homme • Lutte contre la criminalité • Libre circulation • Diplomatie préventive et médiation • Mécanisme d'alerte rapide en Afrique centrale
CEA	Coopération en matière de politique	<ul style="list-style-type: none"> • Affaires politiques • Affaires internationales • Paix et sécurité
SADC	Politique, défense et sécurité	<ul style="list-style-type: none"> • Centre de formation régional en maintien de la paix • Défense et planification • Politique et diplomatie • Consolidation de la paix • Réduction des risques de catastrophe • Affaires policières • Sécurité publique

On pourrait avancer l'argument que si cette configuration est cohérente au niveau des CER, elle n'est pas adaptée au niveau continental où les enjeux sont plus importants et où de nombreuses activités ne peuvent être gérées correctement par un seul département.

Des différences entre la CUA et le Secrétariat des Nations unies

La structure de la CUA reflète la division du travail qui prévaut au sein du Secrétariat de l'Organisation des Nations unies (ONU). En effet, celui-ci dispose à la fois d'un Département des affaires politiques et d'un Département des opérations de maintien de la paix.

Cependant, une observation attentive révèle que les similitudes entre la CUA et le Secrétariat de l'ONU sont limitées. À New York, le Département des affaires politiques traite de questions qui, à Addis Abeba, relèvent du DPS, comme la diplomatie préventive, la prévention des conflits et la médiation. Le seul domaine d'intervention commun entre le Département des affaires politiques de l'ONU et le DAP de l'UA est l'observation électorale. Dans le système onusien, les questions de gouvernance, notamment le soutien aux organes chargés de la gestion des élections ou du respect de la constitution, relèvent essentiellement du Programme des Nations unies pour le développement.

Que faire pour remédier à ce problème ? Pour répondre à cette question, plusieurs paramètres doivent être pris en compte, y compris la répartition des tâches entre l'UA et les CER, l'inclusion du NEPAD au sein de la Commission de l'UA et la mise en place d'un mécanisme de financement durable et prévisible.

Dans le système onusien, les questions de gouvernance relèvent essentiellement du Programme des Nations unies pour le développement

Trois options sont possibles : maintenir le *statu quo* en clarifiant les mandats des deux départements, les fusionner ou créer une nouvelle structure.

Maintenir le *statu quo*

Le maintien de la division actuelle est un scénario envisageable. Cependant, le mandat de chaque département devra alors être clarifié et simplifié. Par exemple, le DAP se chargera-t-il de l'assistance technique aux États membres dans le vaste domaine de la gouvernance ou bien sera-t-il plutôt responsable de l'élaboration de normes ainsi que du suivi et de l'évaluation de leur application par les États membres ? Si les deux départements étaient conservés, on pourrait

également envisager de modifier leurs responsabilités en les calquant sur celles de l'ONU, comme indiqué ci-dessus.

Fusionner les deux départements pour une approche globale

Leur fusion représenterait une solution logique dans le contexte actuel, le rapport Kagamé préconisant une réduction du nombre de départements. En choisissant cette option, l'UA démontrerait sa volonté d'adopter une approche globale face à l'instabilité en s'attaquant simultanément aux causes profondes des conflits et aux éléments déclencheurs des crises. L'organisation harmoniserait ainsi ses structures sur le modèle de la plupart des CER, facilitant ainsi leur collaboration et leur coordination.

Le mandat de chaque département devra alors être clarifié et simplifié

Dans son rapport initial, Kagamé souligne la nécessité de réduire la taille de la Commission et le nombre d'agences techniques spécialisées, ce qui impliquerait une refonte de la structure actuelle de la CUA et de ses huit départements.

Cependant, cette option comporte un certain nombre de risques. Premièrement, la gestion de ce nouveau département, qui serait probablement le plus important de la CUA et qui recevrait la majeure partie du budget de l'UA et de l'aide extérieure, serait particulièrement complexe.

Deuxièmement, le DPS disposant actuellement de plus de personnel et de ressources que le DAP, une fusion risquerait de voir les questions sécuritaires et les démarches à court terme prendre le pas sur les problèmes de gouvernance ou les approches à long terme. Un effort conséquent serait nécessaire pour équilibrer ces deux aspects.

Scinder les aspects stratégiques et opérationnels

Une troisième option serait de créer une division axée sur les activités, comme le font de nombreuses agences de développement. Ceci impliquerait la séparation des volets stratégique et opérationnel des efforts de l'UA dans le domaine de la paix et de la sécurité.

Selon ce modèle, un «département des affaires politiques» se verrait confier la responsabilité de l'élaboration des politiques, du dialogue politique et du suivi et de l'évaluation. Un «département des opérations», bien distinct, serait quant à lui responsable de la mise en œuvre de divers outils tels que les missions d'observation électorale, les initiatives de diplomatie préventive et de médiation, les opérations de soutien à la paix et les missions d'assistance humanitaire.

Une telle répartition aurait l'avantage de maintenir l'élaboration de politiques et de stratégies comme l'axe central des activités de l'UA dans les domaines

DPS et DAP

UN SEUL ET MÊME DÉPARTEMENT ?

de la paix et de la sécurité et de la gouvernance. Cette option forcerait l'UA à définir des politiques et des stratégies assorties de feuilles de route opérationnelles claires.

Cette option forcerait l'UA à définir des politiques et des stratégies assorties de feuilles de route opérationnelles claires

Le défi consistera à veiller à ce que le volet opérationnel ne prenne pas le dessus sur le volet politique. Par exemple, Il s'agirait d'éviter que les opérations de soutien à la paix définissent la stratégie politique au lieu d'en être un simple outil. L'ONU connaît bien l'ampleur de ce défi, le Département des opérations de maintien de la paix assumant souvent un rôle plus important que le Département des affaires politiques dans les situations de crise. Afin d'éviter un tel problème, les dirigeants de la CUA devront exercer un contrôle ferme et cohérent sur ces deux départements.

Deux éléments clés : la volonté politique et un financement durable

Indépendamment de l'option que choisira l'UA, une éventuelle réorganisation institutionnelle ne réglerait qu'une partie d'un problème plus large. L'élément essentiel de l'efficacité de l'UA face à l'instabilité réside dans la volonté politique de ses États membres à mettre en œuvre certaines valeurs censées être communes à l'échelle du continent. À cet égard, une organisation efficace dans le domaine de la paix et de la sécurité nécessite l'alignement le plus cohérent possible de nombreux éléments, dont une structure institutionnelle optimale au sein de la CUA, un mécanisme de financement durable, un engagement politique partagé et une division claire et cohérente du travail entre l'UA et les CER.

Ainsi, l'adoption de la structure la plus adéquate possible permettrait de garantir que la volonté politique des États membres, lorsque qu'elle existe, ait un impact optimal sur le terrain. Cela implique que la gestion et la prévention des conflits porte sur les causes à la fois conjoncturelles et structurelles afin d'éviter tout retour à la violence. Dans cette perspective, si l'UA souhaite parvenir à « Faire taire les armes d'ici 2020 », une décision devrait être prise rapidement sur cette question car le temps presse.

Entretien avec le *Rapport sur le CPS*

La consolidation de la paix au Darfour :
un chemin parsemé d'embûches



Les effectifs de la Mission conjointe des Nations unies et de l'Union africaine au Darfour (MINUAD) sont en voie d'être réduits en raison de la diminution de l'intensité du conflit dans la région. Pourtant, nombreux sont les réfugiés qui affirment avoir encore trop peur pour rentrer chez eux. Le *Rapport sur le CPS* s'entretient avec Kingsley Mamabolo, chef de la MINUAD et représentant spécial conjoint de l'UA et de l'ONU pour le Darfour.

La décision a été prise de réduire les effectifs militaires et policiers respectivement de 44 % et de 30 % au sein de la MINUAD. Pourquoi cette diminution survient-elle maintenant ?

Ces réductions se basent sur l'hypothèse que le Darfour connaît une paix et une stabilité relatives. Comme vous le savez, cette amélioration n'est pas due à la signature d'un accord de cessez-le-feu ou à un arrêt des hostilités. Je pense personnellement qu'elle est à mettre sur le compte de la supériorité des forces militaires du gouvernement soudanais. La MINUAD appelle à la mise en place d'une solution viable et durable. Un accord est nécessaire pour éviter que la situation se détériore et que les gens prennent à nouveau les armes.

Un accord est nécessaire pour éviter que la situation se détériore et que les gens prennent à nouveau les armes

En quoi ces réductions affecteront-elles votre travail ?

Elles nous affecteront de deux façons. Nous devons réduire nos effectifs en tenant compte de la situation sur le terrain, mais nous ne voulons pas que les populations se sentent vulnérables et pensent que nous les abandonnons. Le retrait des troupes devra se faire en même temps que nous comblerons le vide qu'elles laisseront.

Depuis le début, la MINUAD a rencontré de nombreuses difficultés dans sa collaboration avec le gouvernement soudanais. Par exemple, la mission a parfois eu du mal à

44 %

BAISSE DES EFFECTIFS
MILITAIRES DE LA MINUAD

faire entrer du matériel dans le pays. Est-ce aussi pour cela que vous vous retirez ?

Le gouvernement a des préoccupations qui lui appartiennent. Il a également sa propre opinion et sa propre interprétation des objectifs de la MINUAD. Cependant, il a dû travailler avec la mission tout au long des années. Ce n'est pas vraiment à cause de tout cela que nous nous retirons. À l'heure actuelle, nos relations de travail avec les autorités sont bonnes : en effet, ce sont elles qui ont demandé ce retrait. La MINUAD est une force de maintien de la paix et nous devons la transformer en une mission de consolidation de la paix. Le gouvernement du Soudan veut désormais se concentrer sur d'autres choses telles que la question du développement.

Bien que certains estiment le conflit désormais terminé, différents groupes, notamment les réfugiés, disent qu'ils ne se sentent pas assez en sécurité pour rentrer chez eux.

Oui, l'anxiété est bien présente et notre retrait rencontre toutes sortes de critiques. En ce qui me concerne, je vois deux choses. La région connaît – et je pèse mes mots – un calme relatif. J'utilise cet adjectif parce que la situation demeure instable et que la menace d'un regain de violence n'est pas à exclure. Il s'agit donc d'une paix relative qui ne justifie pas la présence de troupes puisqu'il n'y a pas de conflit en tant que tel.

La situation demeure instable, car les causes profondes de la guerre, telles que les conflits fonciers et l'accès à l'eau, n'ont pas été traitées

La situation demeure instable, car les causes profondes de la guerre, telles que les conflits fonciers et l'accès à l'eau, n'ont pas été traitées. Tant et aussi longtemps que cela sera le cas, la menace d'une confrontation persistera.

La MINUAD a fourni énormément d'efforts pour protéger les civils et malgré quelques lacunes ici et là, nous sommes dans l'ensemble parvenus à donner ce sentiment de sécurité. La seule présence d'une force de l'ONU a eu pour effet que les populations se sont senties en sécurité, à la fois physiquement et psychologiquement. Une certaine anxiété demeure, mais nous sommes désormais passés à l'étape suivante. Il ne s'agit plus de simplement maintenir la paix, il s'agit aussi de voir s'il est possible de la rendre durable.

2.7 millions

NOMBRE DE PERSONNES
DÉPLACÉES AU DARFOUR

Combien de personnes déplacées y a-t-il au Darfour ?

Le gouvernement a des chiffres différents des nôtres. Cependant, selon nos estimations qui proviennent du Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires, il y a environ 2.7 millions de personnes déplacées. C'est un nombre très élevé.

Les déplacés sont installés dans différents camps répartis sur le territoire du Darfour. Beaucoup d'entre eux ont fui leur terres et leur maison à cause de la guerre. Le problème est que dans certaines régions ces terres sont désormais occupées par d'autres personnes et qu'il faudra donc réfléchir à comment les faire revenir dans leur communauté d'origine. Dans certaines zones, les gens ne souhaitent pas vraiment rentrer chez eux. Ceux qui se sont installés près des zones urbaines ont commencé une nouvelle vie. Certains voudront retourner chez eux si la situation s'améliore et d'autres diront qu'ils ont refait leur vie ailleurs.

Des négociations sont-elles toujours en cours pour que tous les groupes signent l'accord de paix ?

Afin de réduire la possibilité d'une résurgence du conflit, nous poursuivons les négociations puisque la seule façon de parvenir à une solution durable est d'inclure tout le monde. Ainsi, les différents groupes peuvent-ils se tenir mutuellement responsables sous l'œil attentif de la communauté internationale.

Les signataires de l'accord de paix sont-ils soumis à un processus de désarmement ?

C'est l'étape que nous nous apprêtons à aborder. Qui dit consolidation de la paix, dit suppression des armes, intégration des signataires des accords passés avec le gouvernement, renforcement des capacités de la police et édification des institutions judiciaires et de l'état de droit. Vous avez donc ainsi l'assurance que la société est en mesure de fonctionner normalement et d'aboutir à une paix durable. Mais, tout en accompagnant ce processus, vous devez avant tout comprendre comment s'attaquer aux causes du conflit, à savoir les ressources pour lesquelles les gens se battent.

La consolidation de la paix coûte très cher. Disposez-vous des moyens nécessaires, en particulier au vu de la réticence des États-Unis à maintenir leur financement aux missions de paix ?

Oui, le financement devra être trouvé, mais la première étape consiste à prendre une décision et à affirmer notre volonté de passer du maintien de la paix à la consolidation de la paix. Cela ouvrira la voie à un éventuel financement. À l'heure actuelle, lorsque vous dites que vous vous concentrez sur le maintien de la paix, vous laissez supposer ou percevoir qu'une guerre est en cours et personne ne veut vraiment s'impliquer. Maintenant que nous parlons d'aborder une nouvelle étape, nous ouvrons la voie à ce financement et nous invitons la communauté internationale à démontrer son intérêt. Et il est temps que le gouvernement du Soudan, auquel il incombe en premier lieu d'assurer la sécurité, assume cette responsabilité et rende des comptes à cet égard.

À propos de l'ISS

L'Institut d'études de sécurité établit des partenariats pour consolider les savoirs et les compétences en vue d'un meilleur futur pour l'Afrique. Notre objectif est de renforcer la sécurité humaine en tant qu'outil pour parvenir à une paix et à une prospérité durables. Le travail de l'ISS couvre un large éventail de thématiques, dont la criminalité transnationale, les migrations, le maintien de la paix, la prévention de la criminalité et la justice pénale, la consolidation de la paix et l'analyse des conflits et de la gouvernance.

L'ISS fait usage de ses réseaux et de son influence pour proposer aux gouvernements et à la société civile des analyses pertinentes et fiables, ainsi que des formations pratiques et une assistance technique. Ces initiatives agissent de manière positive sur le renforcement des politiques et des pratiques, car grâce à elles, les dirigeants sont plus à même de prendre des décisions éclairées sur les questions de sécurité humaine en Afrique.

Les personnes qui ont contribué à ce numéro

Yann Bedzigui, chercheur, ISS Addis Abeba

Liesl Louw-Vaudran, consultante, *Rapport sur le CPS*

Ndubuisi Christian Ani, chercheur, ISS Addis Abeba

Fonteh Akum, chercheur principal, ISS Pretoria

Omar Mahmoud, chercheur principal, ISS Addis Abeba

Damien Larramendy, traducteur

Anne-Claire Gayet, réviseure

Contact

Liesl Louw-Vaudran

Consultante

ISS Pretoria

Courriel: llouw@issafrica.org

Les bailleurs de fonds



Government of the Netherlands

Ce rapport est publié grâce au soutien du Hanns Seidel Stiftung et du gouvernement des Pays-Bas. L'ISS souhaite également remercier pour leur appui les membres suivants de son Forum des partenaires: les gouvernements de l'Australie, du Canada, du Danemark, des États-Unis, de la Finlande, du Japon, de la Norvège, des Pays-Bas et de la Suède.

ISS Pretoria

Block C, Brooklyn Court
361 Veale Street
New Muckleneuk
Pretoria, South Africa
Tel: +27 12 346 9500
Fax: +27 12 460 0998

ISS Addis Abéba

5th Floor, Get House
Building, Africa Avenue
Addis Ababa, Ethiopia
Tel: +251 11 515 6320
Fax: +251 11 515 6449

ISS Dakar

4^{ème} étage,
Immeuble Atryum
Route de Ouakam
Dakar, Sénégal
Tel: +221 33 860 3304/42
Fax: +221 33 860 3343

ISS Nairobi

The Pavilion, 5th Floor
Mwanzi Rd, off Lower
Kabete Rd
Westlands, Nairobi
Tel: +254 20 237 84 75/79